

davantage. Nous y parviendrons avec la collaboration indéfectible du député de Winnipeg.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, le fait est que les centres, aussi souhaitables soient-ils, les belles paroles et les prix décernés par des organisations environnementales américaines. . .

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Le député voudra bien poser sa question.

M. Blaikie: Cela ne suffit pas. Le premier ministre ne comprend-il pas que, en ce qui concerne la Commission Brundtland, le développement durable, etc., il a l'occasion de joindre l'acte à la parole en faisant faire une évaluation des répercussions sur l'environnement d'une grande décision économique, celle de réduire les subventions à VIA Rail.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le député se contredit. D'une part, il célèbre le nom «Brundtland», qui est celui du premier ministre de la Norvège. D'autre part, il parle du prix bidon que le Canada a reçu aux États-Unis. Or, le premier ministre Brundtland assistait à la cérémonie au cours de laquelle on m'a remis le prix.

Des voix: Bravo!

* * *

LES TRAVAUX PUBLICS

LE VIEIL HÔTEL DU GOUVERNEMENT À FREDERICTON

M. J. W. Bud Bird (Fredericton): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics. L'un des plus prestigieux immeubles fédéraux au Canada est certes l'illustre hôtel du gouvernement de Fredericton. Ce fut d'ailleurs la résidence du lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick pendant quelque temps.

Je crois savoir que cette propriété, qui a appartenu pendant plusieurs décennies à la GRC qui en avait fait son siège, a été remise entre les mains du ministre des Travaux publics chargé de planifier son utilisation ultérieure et sa cession.

Le ministre a-t-il entrepris des négociations avec le Nouveau-Brunswick afin que cet immeuble historique de valeur inestimable soit de nouveau utilisé aux fins prévus à l'origine ou à des fins comparables?

Questions orales

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, on me dit qu'il y a environ deux ans, le ministère des Transports et le ministère des Travaux publics ont entamé des négociations avec le Nouveau-Brunswick en vue du transfert, à des conditions adéquates, de cet immeuble historique ainsi que d'autres biens à la province. Cependant, je crois comprendre que ces négociations ne sont pas encore terminées.

LA CESSION DES TITRES DE PROPRIÉTÉ

M. J. W. Bud Bird (Fredericton): Monsieur le Président, comme les échanges importants que vous proposez ne progressent pas tellement, êtes-vous disposé à négocier avec le Nouveau-Brunswick la cession de ce seul immeuble?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, avant d'offrir cette propriété à sa juste valeur marchande à tout ministère fédéral qui en aurait besoin, je suis disposé à rouvrir les négociations avec le Nouveau-Brunswick si cette province désire acquérir l'immeuble en question.

* * *

REVENU CANADA

LES VERSETS SATANIQUES

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Selon ce qu'en disent les médias aujourd'hui, ce serait le cabinet du premier ministre qui aurait pris des mesures, afin d'interdire la vente au Canada du roman *Les versets sataniques*. Étant donné que le 13 mars, le premier ministre a dit que la mesure en question était l'oeuvre des fonctionnaires du ministère du Revenu, pourquoi devrions-nous maintenant croire le premier ministre lorsqu'il tente de reprocher aux fonctionnaires d'avoir laissé le Cabinet dans l'ignorance pendant deux heures au sujet de la seconde fuite budgétaire?

Étant donné la réputation du premier ministre, pourquoi devrions-nous le croire maintenant?

• (1500)

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, ce que le premier ministre a déclaré plus tôt cette année était tout à fait exact. Ce qu'il a déclaré aujourd'hui est tout à fait cohérent et exact également.

Il est complètement faux de prétendre que le cabinet du premier ministre est à la base d'une façon ou d'une autre des mesures prises par le ministère du Revenu contre *Les versets sataniques*. On a suivi en l'occurrence la